



United Cities and Local Governments  
Cités et Gouvernements Locaux Unis  
Ciudades y Gobiernos Locales Unidos

## **Compte-rendu et Perspectives de la Commission Finances Locales et Développement de CGLU (CFLD)**

Ce compte-rendu présente les activités et perspectives de la Commission finances locales et développement de CGLU.

### **1. Contexte**

Le contexte dans lequel les autorités locales assurent le financement de leurs activités subit de profonds changements. La mondialisation, la décentralisation des compétences et des cadres fiscaux, ainsi que le volume des besoins en termes d'investissements imposent de nouvelles initiatives pour relever les défis des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Dans ce contexte, deux enjeux majeurs se posent pour les gouvernements locaux et CGLU.

Tout d'abord, l'ampleur et l'urgence des investissements nécessaires en infrastructures publiques locales, que ce soit dans les pays en développement ou dans les pays développés, pose avec acuité la question de leur financement. La croissance exponentielle des villes, tout particulièrement en Asie et en Afrique, n'a pas été égalée par celle des investissements publics locaux. Dans les pays développés, la vétusté de certains biens publics impliquera des investissements importants qui sont pour l'instant insuffisamment budgétés. Les besoins financiers nécessaires au remplacement des infrastructures (tels que les réseaux de distribution d'eau et des eaux usées) et au développement de nouveaux équipements urbains sont estimés pour les seuls pays en développement à hauteur de 600 à 800 milliards de dollars. Or, l'aide publique internationale a culminé à 100 milliards de dollars en 2006 et les prêts de banques de développement comme la Banque Mondiale ou la Banque Asiatique de Développement s'élèvent à 7 voire 8 milliards par an chacun et sont de plus très rarement orientés vers le financement des biens publics locaux. Ainsi, seulement 6% des investissements de la Banque Mondiale sont dirigés vers les villes et ces investissements sont en quasi-totalité réalisés par l'intermédiaire des Etats centraux. Il est donc nécessaire de trouver d'autres sources de financement pour les infrastructures des autorités locales. L'ambition de la Commission Finances Locales et Développement de CGLU est de se pencher avec ses partenaires sur les différentes solutions existantes et de sélectionner celles sur lesquelles son action peut avoir un véritable impact opérationnel à court ou moyen terme. A ce titre, les activités de CGLU se concentreront sur le soutien aux gouvernements locaux pour l'accès à l'emprunt (ce qui implique très souvent une augmentation des revenus des collectivités locales, qu'il s'agisse de revenus propres ou transférés), le lobbying envers les bailleurs et donateurs multilatéraux afin de réorienter leurs actions et moyens vers les gouvernements locaux, et également sur la mise en place de nouveaux dispositifs de financement mobilisant les ressources locales disponibles pour les infrastructures publiques locales.

Le second enjeu majeur porte sur l'autonomie financière des collectivités locales, qui est un élément central et mouvant au sein de tout processus de décentralisation.

Afin d'assurer des services de qualité à leurs citoyens, les collectivités locales doivent disposer de suffisamment de ressources propres ou de fonds de concours de l'Etat, réguliers et prévisibles, et de la possibilité d'emprunter. La décentralisation ne peut porter tous ses fruits si les élus locaux ne sont pas en capacités de décider et financer leurs priorités locales.

La Commission, dans le cadre du mandat qui a été donné à CGLU de modifier les relations avec les institutions internationales, aura pour mission de dialoguer avec la Banque Mondiale et les autres institutions financières internationales sur ces thèmes, de répondre aux demandes des membres de CGLU et d'expérimenter des solutions utiles pour les gouvernements locaux.

## **2. Objectifs**

Les objectifs et activités de la Commission Finances Locales et Développement de CGLU, tels que définis à Pékin restent d'actualité. Lors du bureau exécutif de Marrakech, en septembre 2006, ces différents éléments, toujours présents, ont agencés différemment.

### **Objectifs fixés en 2005**

1. Le contexte Agir en tant que comité consultatif auprès des membres de CGLU, ainsi qu'auprès de la Task Force, créée récemment dans le cadre de Cities Alliance<sup>1</sup>, responsable de la mobilisation des ressources financières ;
2. Aider les membres de CGLU à prendre connaissance des nouvelles réflexions et innovations en vue d'accroître le flux des capitaux nationaux et internationaux à long terme pour le développement des villes et de leur stratégie, ainsi que pour l'amélioration de l'habitat insalubre ;
3. Fournir des conseils politiques et techniques au Bureau Exécutif sur les finances locales ;
4. Fournir aux membres de CGLU (associations et gouvernements locaux individuels) une capacité d'expertise et une aide politique et technique, et agir comme une boîte de résonance concernant les propositions et interrogations des membres ;
5. Agir en tant que point focal pour collecter et disséminer l'information et le savoir-faire auprès des membres de CGLU (par l'intermédiaire du site web de CGLU et des réunions).

### **Activités fixées en 2005**

1. Collecter l'information sur les pratiques des membres de CGLU et de leurs partenaires.
2. Contribuer à l'analyse des stratégies et des cadres en vue de mobiliser des capitaux à long terme.
3. Contribuer aux débats avec les institutions financières pour développer l'accès aux financements nationaux et internationaux.
4. Développer des partenariats avec les institutions financières pour assurer leur connaissance des besoins financiers des autorités locales.
5. Développer des mécanismes financiers innovants pour les Gouvernements Locaux, notamment à travers une réelle implication dans l'initiative pilotée par la Section métropolitaine pour la création de la Banque Mondiale des Villes.

---

<sup>1</sup> Cities Alliance est un partenariat mondial entre les gouvernements nationaux, les bailleurs de fonds et les gouvernements locaux sur la thématique du développement urbain durable à travers des actions d'amélioration de l'habitat et de stratégies de développement des villes

6. Apporter des conseils et agir comme une boîte de résonance auprès de la Task Force sur les finances municipales créée au sein de Cities Alliance pour rapprocher les besoins financiers des villes des opportunités de financement.

Les objectifs et activités tels que présentés et adoptés par la Commission lors du Bureau Exécutif de Marrakech en Septembre 2006 sont présentés ci-dessous :

**OBJECTIF 1 : Conforter la Commission finances locales**

Activité 1 : Conforter la représentativité de la Commission

Activité 2 : Développer les capacités opérationnelles et d'analyse et de la Commission :

- Conforter les liens et développer des actions conjointement avec Cities Alliance
- Réfléchir à la mise en place d'observateurs et de partenariats pour soutenir les travaux de la Commission
- Constituer un réseau d'experts en finances locales
- Acquérir et /ou accéder à une base documentaire en finances locales

Activité 3 : Assurer la représentation de la Commission lors d'événements majeurs en la matière.

**OBJECTIF 2 : Soutenir les membres de CGLU dans la mobilisation de leurs ressources propres :**

Activité 1 : Recenser les bonnes pratiques des membres et partenaires de CGLU en matière de mobilisation des ressources propres

- Collecter et classer l'information sur les pratiques des membres de CGLU et de leurs partenaires
- Suivre et soutenir de telles activités et particulièrement celles qui paraissent reproductibles

Activité 2 : Diffuser et promouvoir les bonnes pratiques

- Etudier les moyens les plus judicieux de diffuser ces boîtes à outils aux membres
- Réfléchir à la valorisation de ces bonnes pratiques auprès des donateurs et prêteurs

**OBJECTIF 3 : Mieux financer les investissements des gouvernements locaux**

Activité 1 : Analyser les systèmes de financement des investissements des gouvernements locaux

- Analyser les offres de financement faites aux gouvernements locaux
- Recenser et analyser les projets visant à la création de nouveaux outils de financement
- Analyser les réponses apportées aux problèmes du décalage entre l'offre et la demande de financement, analyser les leviers d'action existants et potentiels

Activité 2 : Fonder une politique commune de CGLU en la matière

- Bâtir un diagnostic partagé sur l'inadéquation entre l'offre et la demande
- Développer les pistes d'une réponse adaptée et d'une stratégie réaliste de CGLU
- S'investir dans la réflexion sur la mise en place de mécanismes financiers innovants pour les gouvernements locaux

Activité 3 : Faire entendre la position de CGLU

- Contribuer aux débats avec les institutions financières pour développer l'accès des gouvernements locaux aux financements.
- Développer des partenariats avec les institutions financières pour assurer leur connaissance des besoins financiers des autorités locales.
- Sélectionner les actions de lobbying politiques utiles
- Bâtir des argumentaires avisés à la présidence de CGLU

## **2. Activités réalisées en 2006**

Les activités de la Commission ont formellement débutées en 2005, mais ont pris de l'ampleur en 2006, en particulier avec l'arrivée du secrétaire technique en Août 2006.

### **Bureau Exécutif de CGLU, Washington, Etats-Unis, Février 2006**

La Commission s'est réunie et un premier tour d'horizon des différentes options de travail de la Commission a été réalisé. Ce bureau exécutif est fondateur en cela que pour la première fois, la Banque Mondiale par la voix de son Président, a fait la promesse de collaborer activement avec les gouvernements locaux pour développer des outils de financement. Rendre cette promesse opérationnelle est un objectif de la Commission.

### **Congrès Africités, Nairobi, Kenya, Août 2006**

Les nombreux membres présents de la Commission ont activement participé en particulier lors des sessions dédiées aux finances. Une intervention de CGLU, sous l'égide du Maire de Ouagadougou et du PDM, sur la mobilisation des ressources fiscales a été réalisée. Des nombreux contacts et échanges ont eu lieu, prélude à l'adhésion de nouveaux membres qui ont accepté de se joindre à la Commission (ALGAK). Surtout, l'intérêt des membres de la Commission présents sur la thématique de l'optimisation des ressources propres et en particulier fiscales a été souligné.

### **Conseil Mondial de CGLU, Marrakech, Maroc, Septembre 2006**

Lors de la seconde session de la Commission, un intéressant débat sur les moyens d'élargir l'accès des collectivités locales aux financements a eu lieu. Des interventions de nos membres sur les fonds d'investissements municipaux du Maroc (Fonds d'Équipement Communal –FEC) et de Colombie (FINDETER) ont bien rappelé à l'audience l'importance de ces institutions dans la problématique du financement des investissements urbains. La Région Île de France, au nom de la section métropolitaine de CGLU, a rappelé la vision du projet de banque mondiale des villes. L'intervention très appréciée de l'Association des Maires du Sénégal, devenue membre de la Commission depuis, a rappelé l'urgence de réponses concrètes et effectives aux problèmes de financement.

La session a permis de valider les objectifs ainsi que les axes de travail de la Commission, de changer le nom de la Commission et de préfigurer l'intervention de CGLU via sa Commission en la matière.

### **Assises des comités nationaux de finances locales des pays de l'Afrique de l'Ouest et comité de pilotage de l'Observatoire des finances locales mis en place par le PDM, Niamey, Niger, Novembre 2006**

La présence de CGLU à cette manifestation a permis de soutenir la présence des associations nationales de collectivités locales dans ces comités nationaux, en particulier à la présidence de ces comités. L'autonomie financière limitée des collectivités locales en Afrique de l'Ouest, sauf exception, est un fait saillant qui rappelle l'intense lobby politique interne que suppose le développement du processus de décentralisation. La faiblesse générale des fonds de développement municipaux est également une caractéristique importante, car elle renseigne sur les facteurs négatifs à l'œuvre, dans le défaut d'investissement urbaine. Des pistes de collaboration futures avec le PDM ont été également abordées.

### **Comité de pilotage de l'étude sur la fiscalité locale, Ministère des Affaires Etrangères, Paris, Novembre 2006.**

La participation du secrétariat technique à ce projet de recherche sur les moyens d'optimiser les recettes fiscales des collectivités locales, principalement en Afrique francophone, a permis d'en informer les principaux intéressés, les associations nationales de gouvernements locaux des pays concernés, qui n'avaient pas été pris à l'origine en compte par les concepteurs du projet. De même, l'utilisation des résultats de l'étude à des fins de réforme effectives des systèmes fiscaux n'a pas été à ce stade suffisamment développée et devrait être précisée.

#### **Comité projet de la Banque mondiale des villes, Métropolis, Paris, Décembre 2006.**

Métropolis a lancé depuis deux ans un projet de Banque Mondiale des Villes, auquel la Commission entend apporter tout son soutien. La question centrale reste celle du type de produit que cette banque entend offrir et quelles spécificités elle offre. Les débats ont fait émerger la nécessité de mettre en place une structure de soutien à la définition des projets d'infrastructure pour les villes du Sud.

#### **4. Résultats atteints**

- La campagne de recrutement de nouveaux membres en cours et qui vise à assurer une plus grande représentativité (membres africains et asiatiques) a déjà rempli une partie de ses objectifs avec l'adhésion de : ALGAK (Kenya), l'Association des Maires du Sénégal, LGDK (Danemark).
- L'inscription de la Commission dans les réseaux d'experts en finances locales progresse : suite au travail engagé en 2006, et à la relation particulière avec Cities Alliance, la Commission a été sollicité sur deux projets de la Banque Mondiale en 2007.
- ..00

#### **5. Plan d'action 2007**

- Rédaction d'un document sur la Politique Mondiale de CGLU en matière de finances locales, pour validation au Congrès Mondial de CGLU :
  - . Ce document permettra de présenter la vision de notre organisation en la matière et d'interroger nos partenaires à son sujet et au regard de sa mise en œuvre.
  - . Résultat attendu : un document d'environ 6 pages (*policy paper*), développant une analyse du contexte actuel et une vision sur les finances locales et l'accès aux sources de financement, texte qui serait validé par la Commission en juin 2007 puis l'ensemble de l'organisation au Congrès Mondial de CGLU, en Octobre 2007. et qui pourrait être complété par un argumentaire plus long.
- Développement d'un réseau d'experts en finances locales et de partenariat afin de recueillir l'information nécessaire aux futures actions de lobbying politique auprès de banques de développement, donateurs et/ou gouvernements nationaux:
  - . L'activité de lobbying prévue dans le programme d'activités de CGLU implique une connaissance approfondie des homologues dans les différentes organisations partenaires, de leurs actions et de leur actualité. Ce travail a déjà débuté en 2006 (réseau des experts du PDM, des associations de gouvernements locaux et assistants techniques français actifs en finance locales en Afrique de l'Ouest, experts de la Ville et de la faculté d'économie de Barcelone) et doit être poursuivi en 2007 (banques de développement et leurs programmes comme le Municipal Fund, donateurs actifs en finances locales tels que USAID et SIDA, etc.).

- . Bâtir ce réseau et ces partenariats autour de notre interlocuteur privilégié, Cities Alliance, et de ses membres et outils, en particulier le Municipal Finance Task Force. A ce titre, répondre aux propositions de montage de projets en finances locales de CA permettra en outre de faire connaître l'action de CGLU en finances locales.
- . Donner suite aux échanges initiaux avec Dexia en analysant les actions possibles et réalisables avec Dexia en 2007.
- Montage avec CA de deux projets:
  - a. Une base de données simple présentant des informations financières sur la décentralisation pour un nombre de pays à déterminer (intitulé « Urban Fiscal Decentralization and Local Finance – A Quick Reference Guide »), sur le modèle du pocket book réalisé par Dexia en Europe. Ces données seraient publiées et accessibles sur les sites des organisations partenaires.
  - b. Une base de données sur les institutions financières spécialisées ou fonds d'investissement créés à l'échelon national pour prêter et/ou accorder des subventions à des collectivités locales, afin d'analyser leur performance (volume de prêts réalisés à destination des collectivités locales, ressources, indépendance, etc.). Ce projet est intitulé « Municipal Development Funds-Performance Tracker » et permettrait de détenir une information objective sur la réalité de ces institutions, préalable à un lobbying envers leur réforme.
- Ebaucher un dispositif de recensement des bonnes pratiques des membres et partenaires de CGLU en matière de mobilisation des ressources propres, ainsi que des offres des bailleurs envers les collectivités locales, afin de les diffuser aux membres de CGLU :
  - . Cet outil permettra de présenter ce que font des gouvernements locaux en la matière et d'offrir aux petites et moyennes collectivités et récentes associations de gouvernements locaux un outil concret,
  - . Résultat attendu : Mise en place en 2008 sur le site de CGLU des informations recueillies.

## 6. Membres

## AFRICA

Burkina Faso	Mairie de Ouagadougou
Congo	Mairie de Brazzaville
Kenya	Association of Local Government Authorities of Kenya (ALGAK)
Mali	Mairie de Bamako
Mozambique	Mairie de Maputo
Senegal	Association des Maires du Sénégal (AMS)

## ASIA

Korea, South	Jeju Provincial Government
--------------	----------------------------

## EURO ASIA

Russian Federation	Kazan City Administration
Russian Federation	Yuzshno-Sakhalinsk City administration

## EUROPE

Denmark	Local Government Denmark
France	Cités Unies France
France	Conseil Régional Ile de France
France	Conseil Régional Rhône-Alpes
France	Mairie de Bonneville
France	Mairie de Houdan
France	Mairie de Senlis
France	Ville de Sceaux
Italy	Associazione europea di Comuni, Province, Regioni (AICCRE)
Portugal	Camara Municipal de Abrantes
Portugal	Camara Municipal de Odivelas
Portugal	Camara Municipal de Viseu
Spain	Ajuntament de Barcelona
Spain	Ajuntament de Reus
Spain	Diputació de Barcelona
United Kingdom	Local Government International Bureau (LGIB)

## LATIN AMERICA

Argentina	Municipalidad de Malvinas (FAM)
Bolivia	Federación de Asociaciones de Municipios de Bolivia
Brazil	Prefeitura Municipal de Rio de Janeiro
Brazil	Prefeitura Municipal de Santa Maria
Brazil	Prefeitura Municipal de Porto Alegre
Brazil	Prefeitura Municipal de São Paulo
Chile	Municipalidad de El Bosque
Chile	Municipalidad de la Pintana
Chile	Municipalidad de Puerto Montt
Colombia	Federación Colombiana de Municipios
Dominican Republic	Federación Dominicana de Municipios - FEDOMU
Mexico	Federación Nacional de Municipios de Mexico (FENAMM)
Mexico	Municipio de Pachuca de Soto
Ecuador	Municipio de Cuenca

## MIDDLE EAST-WEST ASIA

Jordan	Greater Amman Municipality
Turkey	UCLG-MEWA

## NORTH AMERICA

Canada	Federation of Canadian Municipalities (FCM)
The USA	City of Northglenn

### 7. Congrès de Jeju – Octobre 2007

- La Commission Finances Locales et Développement de CGLU souhaite organiser un atelier lors du Congrès sur le thème des finances locales. Intitulé

- « Financing cities and development »/ Financement des villes et du développement, elle aurait pour objet de :
- Présenter le document stratégique ou Policy Paper qui devrait être adopté par le Congrès Mondial.
  - Présenter le projet de Banque mondiale des villes et ses perspectives
  - Ouvrir un débat structuré sur le financement des infrastructures urbaines. Une intervention courte de DEXIA sur ce point est envisageable.
- La Commission se propose d'apporter son concours aux thèmes 1 (dans la mesure où l'on ne peut parler de progrès dans la décentralisation sans évoquer celui de l'autonomie financière des gouvernements locaux) et thème 8 et 13. La Commission peut mettre à disposition toute information collectée et qui serait utile au développement du sujet.

## **8. Perspectives après Jeju**

La Commission Finances Locales et Développement propose de poursuivre ses activités au delà du Congrès notamment pour entreprendre le travail de lobby auprès des institutions internationales sur la base du document stratégique sur les finances locales qui aura été adopté à Jeju.